
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi no 50

(Réimpression)

Charte des droits et libertés
de la personne

Bill No. 50

(Reprint)

Charter of human rights
and freedoms

Première lecture

First reading

M. CHOQUETTE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ

Projet de loi no 50

Charte des droits et libertés de la personne

CONSIDÉRANT que tout être humain possède des droits et libertés intrinsèques, destinés à assurer sa protection et son épanouissement;

Considérant que tous les êtres humains sont égaux en valeur et en dignité et ont droit à une égale protection de la loi;

Considérant que le respect de la dignité de l'être humain et la reconnaissance des droits et libertés dont il est titulaire constituent le fondement de la justice et de la paix;

Considérant que les droits et libertés de la personne humaine sont inséparables des droits et libertés d'autrui et du bien-être général;

Considérant qu'il y a lieu d'affirmer solennellement dans une Charte les libertés et droits fondamentaux de la personne afin que ceux-ci soient garantis par la volonté collective et mieux protégés contre toute violation;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Bill No. 50

Charter of human rights and freedoms

WHEREAS every human being possesses intrinsic rights and freedoms designed to ensure his protection and development;

Whereas all human beings are equal in worth and dignity, and are entitled to equal protection of the law;

Whereas respect for the dignity of the human being and recognition of his rights and freedoms constitute the foundation of justice and peace;

Whereas the rights and freedoms of the human person are inseparable from the rights and freedoms of others and from the common well-being;

Whereas it is expedient to solemnly declare the fundamental human rights and freedoms in a Charter, so that they may be guaranteed by the collective will and better protected against any violation;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de Charte, dans une première partie, énumère les droits et libertés de la personne et, dans une deuxième, prévoit l'établissement d'une Commission des droits de la personne.

Au chapitre premier de la partie I sont énumérés, dans des dispositions générales, les libertés et droits fondamentaux de l'individu, notamment le droit à la vie, le droit à la sûreté, à l'intégrité physique et à la liberté de sa personne (article 1), le droit au secours (article 2), les libertés fondamentales, comme la liberté de conscience et la liberté d'expression (article 3), le droit à la sauvegarde de la dignité (article 4), au respect de la vie privée (article 5), à la protection de la propriété (articles 6 et 7) et au respect du secret professionnel (article 8).

Plusieurs dispositions touchent particulièrement la discrimination basée sur la race, la couleur, le sexe, l'état civil, la religion, les convictions politiques, la langue ou l'origine ethnique, nationale ou sociale (article 9). La publicité discriminatoire est interdite (article 10), au même titre que la discrimination dans la formation ou l'exécution de tout acte juridique (articles 11 et 12), exception faite du contrat de bail d'une chambre située dans un local d'habitation (article 13). De la même manière, les lieux publics et les moyens de transport sont accessibles à tous, sans distinction ni préférence (article 14). Enfin, la discrimination est interdite dans tout le secteur du travail et l'on consacre le principe de l'égalité de traitement ou de salaire pour un travail

EXPLANATORY NOTES

The first part of the Charter proposed here enumerates the human rights and freedoms, while the second part provides for the establishment of a "Commission des droits de la personne".

In the first chapter of Part I, under the heading of general provisions, the fundamental rights and freedoms of the individual are enumerated, namely, the right to life and to personal security, inviolability and freedom (section 1); the right to assistance (section 2); the fundamental freedoms, such as the freedom of conscience and the freedom of expression (section 3); and the right to the safeguard of one's dignity (section 4), to respect for one's private life (section 5), to the protection of one's property (sections 6 and 7) and to professional secrecy (section 8).

Several provisions deal particularly with discrimination based on race, colour, sex, civil status, religion, political convictions, language or on ethnic, national or social origins (section 9). Discriminatory publicity is prohibited (section 10), just as discrimination in the making or the carrying out of any juridical act, (sections 11 and 12) excepting the lease of a room situated in a dwelling (section 13). Similarly, public places and public transportation are available to everyone without distinction or preference (section 14). Finally, all discrimination is prohibited in the entire sector of labour, and the principle of equal salary or wages for equivalent work for the same concern is officially recognized (sections 15 to 19).

PARTIE I

LES DROITS ET LIBERTÉS
DE LA PERSONNE

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Tout être humain a droit à la vie, ainsi qu'à la sûreté, à l'intégrité physique et à la liberté de sa personne.

2. Tout être humain dont la vie est en péril a droit au secours.

Toute personne doit porter secours à celui dont la vie est en péril, personnellement ou en provoquant le secours, en lui apportant l'aide physique nécessaire et immédiate, à moins d'un risque pour elle ou pour les tiers ou d'un autre motif raisonnable.

3. Toute personne est titulaire des libertés fondamentales telles la liberté de conscience, la liberté de religion, la liberté d'opinion, la liberté d'expression, la liberté de réunion pacifique et la liberté d'association.

4. Toute personne a droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation.

5. Toute personne a droit au respect de sa vie privée.

6. La demeure est inviolable.

7. Nul ne peut pénétrer chez autrui ni y prendre quoi que ce soit sans son consentement exprès ou tacite.

8. Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Toute personne tenue par la loi au secret professionnel et tout prêtre ou autre ministre du culte ne peuvent, même en justice, divulguer les renseignements confidentiels qui leur ont été révélés en raison de leur état ou profession, à moins qu'ils n'y soient

PART I

HUMAN RIGHTS AND FREEDOMS

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

1. Every human being has a right to life, and to personal security, inviolability and freedom.

2. Every human being whose life is in peril has a right to assistance.

Every person must come to the aid of anyone whose life is in peril, either personally or by calling for aid, by giving him the necessary and immediate physical assistance, unless it involves danger to himself or a third person, or he has another valid reason.

3. Every person is the possessor of the fundamental freedoms, including freedom of conscience, freedom of religion, freedom of opinion, freedom of expression, freedom of peaceful assembly and freedom of association.

4. Every person has a right to the safeguard of his dignity, honour and reputation.

5. Every person has a right to respect for his private life.

6. A person's home is inviolable.

7. No one may enter upon the property of another or take anything therefrom without his express or implied consent.

8. Every person has a right to non-disclosure of confidential information.

No person bound to professional secrecy by law and no priest or other ministers of religion may, even in judicial proceedings, disclose confidential information revealed to him by reason of his position or profession, unless he is authorized to do so by

équivalent dans une même entreprise (articles 15 à 19).

Après le chapitre deuxième qui énumère certains droits politiques, comme le droit d'adresser des pétitions à l'Assemblée nationale (article 20) et le droit de voter à une élection et de s'y porter candidat (article 21), le chapitre troisième vise les droits judiciaires. Ainsi, toute personne a droit à une audition impartiale de sa cause par un tribunal indépendant (article 22). Nul ne peut être privé de sa liberté sauf les causes légalement reconnues et conformément à la loi (article 23). Sont aussi, à ce titre, reconnus le droit, lors d'une arrestation ou détention, d'être traité avec humanité et respect (article 24), d'être soumis à un régime carcéral distinct selon son sexe, son âge et sa condition physique ou mentale (article 25), d'être séparé des prisonniers qui purgent une peine lorsque l'on attend l'issue de son procès (article 26), d'être promptement informé des raisons de l'arrestation (article 27), ainsi que le droit de prévenir les proches, de faire appel aux services d'un avocat et d'être, sans délai, conduit devant un tribunal (articles 28 et 29). On consacre le droit à la liberté sur engagement en attendant le procès (article 30) et le droit à l'habeas corpus (article 31), tout comme la présomption d'innocence (article 32) et le recours aux services d'un interprète (article 35). On prévoit aussi le principe de la non-rétroactivité des lois (article 36).

Le chapitre quatrième reconnaît, pour sa part, certains droits économiques et sociaux, comme le droit à l'instruction publique gratuite (article 39), à l'établissement et au maintien d'institutions privées d'enseignement (article 41), le droit, pour les minorités, de faire progresser leur vie culturelle (article 42), le droit à l'information (article 43), le droit pour chacun d'exercer son métier à des conditions justes et raisonnables (article 45) et le droit des personnes âgées ou physiquement ou mentalement déficiente d'être protégées contre l'exploitation (article 46).

Le chapitre cinquième contient des dispositions particulières sur l'interprétation et l'application des lois en regard de la Charte (articles 48 à 51) et sur le droit

Following chapter II, where certain political rights are enumerated, such as the right of petition to the National Assembly (section 20) and the right to vote or to be a candidate at an election (section 21), Chapter III deals with judicial rights. Thus, every person has a right to an impartial hearing of his case by an independent tribunal (section 22). No one may be deprived of his liberty except on grounds recognized and provided by law (section 23). Similarly, every person arrested or detained has the right to be treated with human dignity and respect (section 24), to receive separate treatment according to sex, age, and mental or physical condition (section 25), to be separated from the prisoners serving sentences while awaiting the outcome of a trial (section 26) and to be promptly informed of the grounds of arrest (section 27), as well as the right to advise the next of kin, to retain the services of an advocate or to be, without delay, brought before a tribunal (sections 28 and 29). The right to be released on recognizance while awaiting trial (section 30) and the right to habeas corpus (section 31), as well as to the presumption of innocence are recognized (section 32) as are the services of an interpreter (section 35). The non-retroactivity of the law is also a principle recognized in the Charter (section 36).

From a different perspective, certain economic and social rights are enumerated and recognized in Chapter IV, namely, the right to free public instruction (section 39), to the establishment and maintenance of private educational establishments (section 41), the right, for minorities, to develop their cultural interests (section 42), the right to information (section 43), the right, for every person, to exercise his profession or trade on fair and reasonable conditions (section 45) and the right of aged persons or of infirm or mentally ill persons to be protected against all forms of exploitation (section 46).

Chapter V comprises, special provision on the interpretation and application of the laws with regard to the Charter (sections 48 to 51) and concerning the right of every

autorisés par celui qui leur a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel.

9. Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, l'état civil, la religion, les convictions politiques, la langue ou l'origine ethnique, nationale ou sociale.

Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit.

10. Nul ne peut diffuser, publier ou exposer en public un avis, un symbole ou un signe comportant discrimination ni donner une autorisation à cet effet.

11. Nul ne peut, par discrimination, refuser de conclure un acte juridique ayant pour objet des biens ou des services ordinairement offerts au public.

12. Nul ne peut, dans un acte juridique, stipuler une clause comportant discrimination.

Une telle clause est réputée sans effet.

13. L'interdiction visée dans les articles 11 et 12 ne s'applique pas au locateur d'une chambre située dans un local d'habitation, si le locateur ou sa famille réside dans le local, ne loue qu'une seule chambre et n'annonce pas celle-ci, en vue de la louer, par avis ou par tout autre moyen public de sollicitation.

14. Nul ne peut, par discrimination, empêcher autrui d'avoir accès aux moyens de transport ou aux lieux publics, tels les établissements commerciaux, hôtels, restaurants, théâtres, cinémas, parcs, terrains de camping et de caravanning, et d'y obtenir les biens et les services qui y sont disponibles.

the person who confided such information to him or by an express provision of law.

The tribunal must, *ex officio*, ensure that professional secrecy is respected.

9. Every person has a right to full and equal recognition and exercise of his human rights and freedoms, without distinction, exclusion or preference based on race, colour, sex, civil status, religion, political convictions, language or ethnic, national or social origin.

Discrimination exists where such a distinction, exclusion or preference has the effect of nullifying or impairing such right.

10. No one may distribute, publish or publicly exhibit a notice, symbol or sign involving discrimination, or authorize anyone to do so.

11. No one may, through discrimination, refuse to make a juridical act concerning goods or services ordinarily offered to the public.

12. No one may in a juridical act stipulate a clause involving discrimination.

Such a clause is deemed without effect.

13. The prohibitions contemplated in sections 11 and 12 do not apply to the person who leases a room situated in a dwelling if the lessor or his family resides in such dwelling, leases only one room and does not advertise the room for lease by a notice or any other public means of solicitation.

14. No one may, through discrimination, inhibit the access of another to public transportation or a public place, such as a commercial establishment, hotel, restaurant, theatre, cinema, park, camping ground or trailer park, or his obtaining the goods and services available there.

pour toute personne, qui se voit atteinte dans ses droits fondamentaux, de réclamer une indemnité ou de recourir à l'injonction (article 47).

La deuxième partie de la Charte établit une Commission des droits de la personne, dont les membres sont nommés par l'Assemblée nationale (article 56), et qui a pour fonction, notamment, de promouvoir la Charte (article 64), de faire enquête dans les matières qui relèvent de sa compétence, d'analyser les lois antérieures à la Charte qui lui seraient contraires et d'établir un programme de recherche et d'éducation dans le domaine des droits de l'homme (article 65). La Commission doit recevoir toute plainte relative à un droit reconnu aux articles 9 à 18 ou au premier alinéa de l'article 46, que cette plainte émane d'un individu ou d'un groupe de personnes (articles 67 et 68). La Commission tente alors d'amener les parties à régler leur différend (article 79). Elle peut recommander la cessation de l'acte reproché, l'accomplissement d'un acte ou le paiement d'une indemnité, dans un délai qu'elle fixe (article 80). Si l'auteur de la discrimination n'obtempère pas à la recommandation qu'elle a émise, la Commission peut procéder elle-même devant les tribunaux (article 81).

La troisième et dernière partie du projet contient des dispositions finales et, notamment, crée des infractions pénales précises, particulièrement en matière de discrimination (article 85).

person whose fundamental rights are interfered with to claim an indemnity or to obtain an injunction (section 47).

Part II of the Charter establishes a "Commission des droits de la personne" (the commission) whose members are appointed by the National Assembly (section 56), and whose functions will be, in particular, to promote the Charter (section 64), to investigate matters within its competence, analyse existing laws which could be inconsistent with the Charter and establish a programme of research and education in the field of human rights (section 65). The commission will receive any complaint relating to a right recognized in sections 9 to 18 or in the first paragraph of section 46 whether the complaint emanates from an individual or from a group of persons (sections 67 and 68). The commission will then endeavour to bring the parties to an agreement (section 79). It may recommend the cessation of the act complained of, the performance of an act or the payment of an indemnity within the delay it fixes (section 80). If the author of the discrimination does not comply with the recommendation issued by the commission, the commission itself may proceed before the courts (section 81).

Part III of the bill contains final provisions and, in particular, clearly establishes what constitutes an offence in matters of discrimination (section 85).

15. Nul ne peut exercer de discrimination dans l'embauche, l'apprentissage, la formation professionnelle, la promotion, la mutation, le déplacement, la mise à pied, la suspension, le renvoi ou les conditions de travail d'une personne ainsi que dans l'établissement de catégories ou de classifications d'emploi.

16. Nul ne peut exercer de discrimination dans l'admission, la jouissance d'avantages, la suspension ou l'expulsion d'une personne d'une association d'employeurs ou de salariés ou de toute corporation professionnelle ou association de personnes exerçant une même occupation.

17. Un bureau de placement ne peut exercer de discrimination dans la réception, la classification ou le traitement d'une demande d'emploi ou dans un acte visant à soumettre une demande à un employeur éventuel.

18. Tout employeur doit, sans discrimination, accorder un traitement ou un salaire égal aux membres de son personnel qui accomplissent un travail équivalent au même endroit.

Il n'y a pas de discrimination si une différence de traitement ou de salaire est fondée sur l'expérience, l'ancienneté, la durée du service, l'évaluation au mérite, la quantité de production ou le temps supplémentaire, si ces critères sont communs à tous les membres du personnel.

19. Une distinction, exclusion ou préférence fondée sur les aptitudes ou qualités exigées de bonne foi pour un emploi, ou justifiée par le caractère charitable, philanthropique, religieux, politique ou éducatif d'une institution sans but lucratif ou qui est vouée exclusivement au bien-être d'un groupe ethnique est réputée non discriminatoire.

CHAPITRE II

DROITS POLITIQUES

20. Toute personne a droit d'adresser des pétitions à l'Assemblée nationale pour le redressement de griefs.

15. No one may practise discrimination in respect of the hiring, apprenticeship, vocational training, promotion, transfer, displacement, laying-off, suspension, dismissal or conditions of employment of a person or in the establishment of categories or classes of employment.

16. No one may practise discrimination in respect of the admission, enjoyment of benefits, suspension or expulsion of a person to, of or from an association of employers or employees or any professional corporation or association of persons carrying on the same occupation.

17. No employment bureau may practise discrimination in respect of the reception, classification or processing of a job application or in any document intended for submitting an application to a prospective employer.

18. Every employer must, without discrimination, grant equal salary or wages to the members of his personnel who perform equivalent work at the same place.

A difference in salary or wages based on experience, seniority, years of service, merit, productivity or overtime is not considered discriminatory if such criteria are common to all members of the personnel.

19. A distinction, exclusion or preference based on the aptitudes or qualifications required in good faith for an employment, or justified by the charitable, philanthropic, religious, political or educational nature of a non-profit institution or of an institution devoted exclusively to the well-being of an ethnic group, is deemed non-discriminatory.

CHAPTER II

POLITICAL RIGHTS

20. Every person has a right of petition to the National Assembly for the redress of grievances.

21. Toute personne légalement habilitée et qualifiée a droit de se porter candidat lors d'une élection et a droit d'y voter.

21. Every person legally capable and qualified has the right to be a candidate and to vote at an election.

CHAPITRE III

DROITS JUDICIAIRES

22. Toute personne a droit, en pleine égalité, à une audition publique et impartiale de sa cause par un tribunal indépendant et qui ne soit pas préjugé, qu'il s'agisse de la détermination de ses droits et obligations ou du bien-fondé de toute accusation portée contre elle.

Le tribunal peut toutefois ordonner le huis clos dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public.

Il peut également l'ordonner dans l'intérêt des enfants, notamment en matière de divorce, de séparation de corps, de nullité de mariage ou de déclaration ou désaveu de paternité.

23. Nul ne peut être privé de sa liberté ou de ses droits, sauf pour les motifs prévus par la loi et suivant la procédure prescrite.

24. Toute personne arrêtée ou détenue doit être traitée avec humanité et avec le respect dû à la personne humaine.

25. Toute personne détenue dans un établissement de détention a droit d'être soumise à un régime distinct approprié à son sexe, son âge et sa condition physique ou mentale.

26. Toute personne détenue dans un établissement de détention en attendant l'issue de son procès a droit d'être séparée, jusqu'au jugement final, des prisonniers qui purgent une peine.

27. Toute personne arrêtée ou détenue a droit d'être promptement informée, dans une langue qu'elle comprend, des motifs de son arrestation ou de sa détention.

28. Toute personne arrêtée ou détenue a droit, sans délai, d'en prévenir ses proches et de recourir aux services d'un avocat.

CHAPTER III

JUDICIAL RIGHTS

22. Every person has a right to a full and equal, public and fair hearing by an independent and impartial tribunal, for the determination of his rights and obligations or of the merits of any charge brought against him.

The tribunal may decide to sit *in camera*, however, in the interests of morality or public order.

It may also sit *in camera* in the interests of children, particularly in matters of divorce, separation from bed and board, marriage annulment or declaration or disavowal of paternity.

23. No one may be deprived of his liberty or of his rights except on grounds provided by law and in accordance with prescribed procedure.

24. Every person arrested or detained must be treated with humanity and with the respect due to the human person.

25. Every person confined to a house of detention has the right to separate treatment appropriate to his sex, his age and his physical or mental condition.

26. Every person confined to a house of detention while awaiting the outcome of his trial has the right to be kept apart, until final judgment, from prisoners serving sentence.

27. Every person arrested or detained has a right to be promptly informed, in a language he understands, of the grounds of his arrest or detention.

28. Every person arrested or detained has a right to immediately advise his next of kin thereof and to have recourse to the services of an advocate.

29. Toute personne arrêtée ou détenue doit être promptement conduite devant le tribunal compétent.

30. Nulle personne arrêtée ou détenue ne peut être privée, sans juste cause, du droit de recouvrer sa liberté sur engagement, avec ou sans dépôt ou caution, de comparaître devant le tribunal dans le délai fixé.

31. Toute personne privée de sa liberté a droit de recourir à l'*habeas corpus*.

32. Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que la preuve de sa culpabilité ait été établie suivant la loi.

33. Toute personne a droit de se faire représenter par un avocat ou d'en être assisté devant tout tribunal.

34. Tout accusé a droit à une défense pleine et entière et a le droit d'interroger et de contre-interroger les témoins.

35. Tout accusé ou tout témoin a droit d'être assisté d'un interprète s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience.

Dans le cas d'un accusé, cette assistance est gratuite.

36. Nul accusé ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une violation de la loi.

37. Aucun témoignage ne peut servir à incriminer son auteur si le témoin a requis du tribunal la protection de la loi, sauf le cas de parjure.

CHAPITRE IV

DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

38. Tout enfant a droit à la protection et à la sécurité que doivent lui apporter sa famille ou les personnes qui en tiennent lieu.

29. Every person arrested or detained must be brought promptly before the competent tribunal.

30. No person arrested or detained may be deprived without just cause of the right to be released on undertaking, with or without deposit or surety, to appear before the tribunal at the appointed time.

31. Every person deprived of his liberty has a right of recourse to *habeas corpus*.

32. Every accused person is presumed innocent until proven guilty according to law.

33. Every person has a right to be represented by an advocate or to be assisted by one before any tribunal.

34. Every accused person has a right to a full and complete defense and has the right to examine and cross-examine witnesses.

35. Every accused person and every witness has a right to be assisted by an interpreter if he does not understand or does not speak the language used at the hearing.

Such assistance is free in the case of an accused person.

36. No accused person may be held guilty on account of any act or omission which, at the time when it was committed, did not constitute a violation of the law.

37. No testimony may be used to incriminate the person who gives it if he does so under the protection of the tribunal, except in the case of perjury.

CHAPTER IV

ECONOMIC AND SOCIAL RIGHTS

38. Every child has a right to the protection and security that must be provided to him by his family or the persons acting in their stead.

39. Toute personne a droit, dans la mesure et suivant les normes prévues par la loi, à l'instruction publique gratuite.

40. Les parents ou les personnes qui en tiennent lieu ont le droit d'exiger que, dans les établissements d'enseignement publics, leurs enfants reçoivent un enseignement religieux ou moral conforme à leurs convictions, dans le cadre des programmes prévus par la loi.

41. Les parents ou les personnes qui en tiennent lieu ont le droit de choisir pour leurs enfants des établissements d'enseignement privés, pourvu que ces établissements se conforment aux normes prescrites ou approuvées en vertu de la loi.

42. Les personnes appartenant à des minorités ethniques ont le droit de maintenir et de faire progresser leur propre vie culturelle avec les autres membres de leur groupe.

43. Toute personne a droit à l'information, dans la mesure prévue par la loi.

44. Toute personne dans le besoin a droit, pour elle et sa famille, à des mesures d'assistance financière et à des mesures sociales, prévues par la loi, susceptibles de lui assurer un niveau de vie décent.

45. Quiconque travaille a droit, conformément à la loi, à des conditions de travail justes et raisonnables.

46. Toute personne âgée ou toute personne atteinte d'une infirmité ou souffrant d'une déficience ou d'une maladie mentale a droit d'être protégée contre toute forme d'exploitation.

Telle personne a aussi droit à la protection et à la sécurité que doivent lui apporter sa famille ou les personnes qui en tiennent lieu.

39. Every person has a right, to the extent and according to the standards provided for by law, to free public education.

40. Parents or the persons acting in their stead have a right to require that, in the public educational establishments, their children receive a religious or moral education in conformity with their convictions, within the framework of the curricula provided for by law.

41. Parents or the persons acting in their stead have a right to choose private educational establishments for their children, provided such establishments comply with the standards prescribed or approved by virtue of the law.

42. Persons belonging to ethnic minorities have a right to maintain and develop their own cultural interests with the other members of their group.

43. Every person has a right to information to the extent provided by law.

44. Every person in need has a right, for himself and his family, to measures of financial assistance and to social measures provided for by law, susceptible of ensuring such person an acceptable standard of living.

45. Every person who works has a right, in accordance with the law, to fair and reasonable conditions of employment.

46. Every aged person and every infirm, mentally defective or mentally ill person has a right to protection against any form of exploitation.

Such a person also has a right to the protection and security that must be provided to him by his family or the persons acting in their stead.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS SPÉCIALES ET INTERPRÉTATIVES

47. Une atteinte illicite à un droit ou à une liberté reconnu par la présente Charte

CHAPTER V

SPECIAL AND INTERPRETATIVE PROVISIONS

47. Any unlawful interference with any right or freedom recognized by this Charter

confère à la victime le droit d'obtenir la cessation de cette atteinte et la réparation du préjudice moral ou matériel qui en résulte.

En cas d'atteinte illicite et intentionnelle, le tribunal peut en outre condamner son auteur à des dommages exemplaires.

48. La Charte doit s'interpréter de manière à ne pas supprimer ou restreindre la jouissance ou l'exercice d'un droit ou d'une liberté de la personne qui n'y est pas inscrit.

49. La Charte ne doit pas s'interpréter de manière à augmenter, restreindre ou modifier la portée d'une disposition de la loi, sauf dans la mesure prévue par l'article 50.

50. Les articles 8 à 37 prévalent sur toute disposition d'une loi postérieure qui leur serait contraire, à moins que cette loi n'énonce expressément s'appliquer malgré la Charte.

51. Si un doute surgit dans l'interprétation d'une disposition de la loi, il est tranché dans le sens indiqué par la Charte.

52. La Charte lie la Couronne.

53. La Charte vise les matières qui sont de la compétence législative du Québec.

54. 1. Dans les articles 8, 22, 29, 30, 33 et 37, le mot « tribunal » inclut un coroner, un commissaire-enquêteur sur les incendies, une commission d'enquête et une personne ou un organisme exerçant des fonctions quasi-judiciaires.

2. Dans l'article 18, les mots « traitement » et « salaire » incluent les compensations ou avantages à valeur pécuniaire se rapportant à l'emploi.

3. Dans la Charte, le mot « loi » inclut un règlement, un décret, une ordonnance ou un arrêté en conseil adoptés sous l'autorité d'une loi.

entitles the victim to obtain the cessation of such interference and compensation for the moral or material prejudice resulting therefrom.

In case of unlawful and intentional interference, the tribunal may, in addition, condemn the person guilty of it to exemplary damages.

48. The Charter shall not be so interpreted as to suppress or limit the enjoyment or exercise of any human right or freedom not enumerated herein.

49. The Charter shall not be so interpreted as to extend, limit or amend the scope of a provision of law except to the extent provided in section 50.

50. Sections 8 to 37 prevail over any provision of any subsequent act which may be inconsistent therewith unless such act expressly states that it applies despite the Charter.

51. If any doubt arises in the interpretation of a provision of the act, it shall be resolved in keeping with the intent of the Charter.

52. The Charter binds the Crown.

53. The Charter affects those matters that come under the legislative authority of Québec.

54. (1) In sections 8, 22, 29, 30, 33 and 37, the word "tribunal" includes a coroner, a fire investigation commissioner, an inquiry commission, and any person or agency exercising quasi-judicial functions.

(2) In section 18, the words "salary" and "wages" include the compensations or benefits of pecuniary value connected with the employment.

(3) In the Charter, the word "law" or "act" includes a regulation, a decree, an ordinance or an order in Council made under the authority of any act.

PARTIE II

LA COMMISSION DES DROITS DE LA
PERSONNE

CHAPITRE I

CONSTITUTION

55. Un organisme, ci-après appelé « La Commission », est constitué sous le nom de la « Commission des droits de la personne ».

56. La Commission est composée d'au moins sept membres, dont le président et le vice-président, nommés par l'Assemblée nationale sur la proposition du premier ministre, pour un mandat n'excédant pas dix ans.

Ces nominations doivent être approuvées par les deux tiers des membres de l'Assemblée nationale.

57. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement et les conditions de travail ou, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun des membres de la Commission.

Le traitement et la durée du mandat, une fois fixés, ne peuvent être réduits.

58. Le secrétaire ainsi que le personnel de la Commission sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

59. Les membres de la Commission doivent, avant d'entrer en fonction, prêter devant le Président de l'Assemblée nationale les serments ou les affirmations solennelles prévus par les annexes A et B.

60. Les membres de la Commission restent en fonction jusqu'à leur remplacement. Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

61. La Commission a son siège dans la Ville de Québec ou dans celle de Montréal

PART II

COMMISSION DES DROITS DE LA
PERSONNES

CHAPTER I

CONSTITUTION

55. A body, hereinafter called "the commission" is established under the name of "Commission des droits de la personne".

56. The commission shall be composed of at least seven members, one of whom shall be the president, and another, the vice-president. They shall be appointed by the National Assembly upon the motion of the Prime Minister, for a term not exceeding ten years.

Such appointments must be approved by two-thirds of the members of the National Assembly.

57. The Lieutenant-Governor in Council shall fix the salary and the conditions of employment or, as the case may be, the additional salary, fees or allowances of each member of the commission.

Their salary and term of office, once determined, shall not be reduced.

58. The secretary and the personnel of the commission shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

59. Before entering into office, the members of the commission shall take the oaths or solemn declarations provided in Schedules A and B, before the President of the National Assembly.

60. The members of the commission shall remain in office until they are replaced. After such replacement, they shall continue to hear the matters of which they had already been seized.

61. The commission shall have its seat in the City of Québec or in the City of

selon que le décide le lieutenant-gouverneur en conseil par un arrêté qui entre en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

La Commission a aussi un bureau dans la ville visée au premier alinéa dans laquelle elle n'a pas son siège.

Elle peut aussi ouvrir des bureaux à tout endroit du Québec.

62. La Commission peut faire des règlements pour sa régie interne.

Ces règlements entrent en vigueur, après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, lors de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date qui y est indiquée.

63. La Commission peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

CHAPITRE II

FONCTIONS

64. La Commission doit promouvoir, par toutes mesures appropriées, les principes contenus dans la présente Charte, exercer les pouvoirs et exécuter les devoirs prescrits par la présente Charte.

65. La Commission doit notamment:

a) recevoir les plaintes et faire enquête dans les matières qui relèvent de sa compétence en vertu de l'article 67;

b) établir un programme d'information et d'éducation, destiné à faire comprendre et accepter l'objet et les dispositions de la présente Charte;

c) diriger et encourager les recherches et publications sur les libertés et droits fondamentaux;

d) procéder à l'analyse des lois du Québec antérieures à la présente Charte et qui lui seraient contraires et faire au gouvernement les recommandations appropriées;

e) recevoir les suggestions, recommandations et demandes qui lui sont faites touchant les droits et libertés de la personne, les étudier et faire au gouvernement les recommandations appropriées; et

Montreal as the Lieutenant-Governor in Council may decide by an order which shall come into force upon publication in the *Gazette officielle du Québec*.

The commission shall also have an office in that city of the two mentioned in the first paragraph in which it does not have its seat.

It may also open offices anywhere in Québec.

62. The commission may make by-laws for its internal management.

Such by-laws shall come into force, after their approval by the Lieutenant-Governor in Council, on their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any other date indicated therein.

63. The commission may hold its sittings anywhere in Québec.

CHAPTER II

FUNCTIONS

64. The commission must promote, by every appropriate measure, the principles enunciated in this Charter, and exercise the powers and carry out the duties prescribed in this Charter.

65. The commission shall in particular:

(a) receive complaints and make investigations regarding matters within its competence by virtue of section 67;

(b) establish a programme of information and education designed to promote an understanding and acceptance of the objects and provisions of this Charter;

(c) direct and encourage research and publications relating to fundamental rights and freedoms;

(d) make an analysis of any Québec statutes existing prior to this Charter that may be inconsistent with it and make the appropriate recommendations to the Government;

(e) receive the suggestions, recommendations and requests made to it concerning human rights and freedoms, study them and make the appropriate recommendations to the Government; and

f) coopérer avec tout organisme du Québec ou de l'extérieur, voué à la promotion des droits et des libertés de la personne.

(f) cooperate with any Québec or outside organization dedicated to the promotion of human rights and freedoms.

66. La Commission doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, remettre au Président de l'Assemblée nationale un rapport de ses activités pour l'année civile précédente et de ses recommandations.

66. The commission shall, not later than 31 March each year, remit to the President of the National Assembly a report of its activities during the preceding calendar year, and of its recommendations.

Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

Such report shall be laid before the National Assembly if it is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.

Ce rapport est publié et distribué par l'Éditeur officiel du Québec de la façon indiquée par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

The report shall be published and distributed by the Québec Official Publisher in the manner determined by order of the Lieutenant-Governor in Council.

67. Toute personne qui a raison de croire qu'elle est ou a été victime d'une atteinte à un droit reconnu aux articles 9 à 18 ou au premier alinéa de l'article 46 peut adresser, par écrit, une demande d'enquête à la Commission.

67. Any person who has reason to believe that he is or has been the victim of a violation of any of the rights recognized in sections 9 to 18 or in the first paragraph of section 46, may, in writing, request the commission to make an investigation.

Tout groupe de personnes peut, de la même manière et aux mêmes conditions, faire une demande d'enquête.

Any group of persons may, in the same manner and on the same conditions, request an investigation.

68. Tout organisme voué à la défense des droits et libertés de la personne ou au bien-être d'un groupe de personnes, qui a raison de croire que s'est commise une atteinte à un droit visé dans l'article 67, peut également, par écrit, faire une demande d'enquête au nom d'autrui, pourvu que la personne au nom de qui elle est faite y ait consenti par écrit.

68. Any organization dedicated to the defence of human rights and freedoms or to the welfare of a group of persons, which has reason to believe that a violation of any of the rights contemplated in section 67 has been committed may also, in writing, request an investigation in the name of another, provided the person on whose behalf the request is made has given his consent in writing.

Toutefois, si la demande est faite pour le compte d'une personne visée dans l'article 46, tel organisme peut agir sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement de cette personne.

However, if the request is made on behalf of a person contemplated in section 46, such organization may act without the consent of such person.

69. La personne qui fait une demande d'enquête peut requérir de la Commission que son identité ne soit pas dévoilée pendant l'enquête.

69. The person requesting an investigation may demand that the commission not allow disclosure of his identity during the investigation.

La Commission accueille cette requête en autant qu'elle soit compatible avec l'intérêt public et les exigences de la procédure.

The commission shall grant such demand if it is consistent with the public interest and the requirements of the proceedings.

Le présent article s'applique aussi à la personne pour qui une demande d'enquête est faite en vertu de l'article 68.

This section also applies in regard to the person for whom an investigation is requested under section 68.

70. La Commission et les membres de son personnel doivent prêter leur assistance pour la rédaction d'une demande d'enquête à toute personne ou tout groupe de personnes qui la requiert.

71. La Commission peut faire enquête de sa propre initiative.

72. La Commission fait enquête sur les faits allégués dans la demande ou dévoilés au cours de l'enquête.

73. La Commission peut, par écrit, autoriser une personne autre qu'un membre de son personnel à faire une enquête et à lui faire rapport.

74. La Commission doit refuser de faire ou de poursuivre une enquête lorsqu'elle constate qu'elle n'a pas compétence en vertu de la présente loi.

75. La Commission peut refuser de faire ou de poursuivre une enquête lorsqu'elle estime que le requérant n'a pas un intérêt suffisant, que la demande est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi, ou qu'une enquête n'est pas nécessaire eu égard aux circonstances.

76. Le protecteur du citoyen qui reçoit une plainte relevant de la compétence de la Commission transmet le dossier à cette dernière, laquelle en est saisie de plein droit.

77. La Commission, lorsqu'elle refuse de faire ou de poursuivre une enquête ou lorsque, après enquête, elle constate que la plainte n'est pas fondée, doit en aviser le requérant et lui en donner les motifs.

Elle peut aussi lui indiquer les autres recours qui pourraient être exercés, s'il en est.

78. Les membres de la Commission et de son personnel de même que la personne désignée conformément à l'article 73 sont investis, aux fins d'une enquête, des pouvoirs et de l'immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions

70. The commission and the members of its personnel must lend their assistance for the drafting of a request for an investigation to any person or group of persons requesting it.

71. The commission may make an investigation on its own initiative.

72. The commission shall make an investigation into the facts alleged in the request or revealed during the inquiry.

73. The commission may, in writing, authorize a person other than a member of its personnel to make an investigation under this act and to make a report to it.

74. The commission must refuse to make or pursue an investigation when it finds that it has no jurisdiction under this act.

75. The commission may refuse to make or pursue an investigation when it considers that the applicant has not a sufficient interest, that the request is frivolous, vexatious or made in bad faith, or that an investigation is not necessary in view of the circumstances.

76. When the public protector receives a complaint which falls under the jurisdiction of the commission, he shall transfer the record to the commission, which shall be seized thereof of right.

77. The commission, when it refuses to make or to pursue an investigation or when, after investigation, it finds the complaint unfounded, shall notify the applicant and give him the reasons therefor.

It may also indicate to him the other recourses that might be exercised, if any.

78. The members and the personnel of the commission, and the person designated in conformity with section 73, have, for the purposes of an investigation, the powers and immunity of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised

d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

Statutes, 1964, chapter 11).

79. La Commission doit tenter d'amener les parties à régler leur différend. Si un règlement intervient, les termes doivent en être constatés dans un écrit.

79. The commission shall endeavour to induce the parties to settle their dispute. If a settlement is reached, the terms thereof must be evidenced in a writing.

80. Si la Commission est incapable de conduire les parties au règlement de leur différend, elle transmet aux parties le résultat de son enquête.

80. If the commission is unable to bring the parties to a settlement of their dispute, it shall inform them of the result of its investigation.

Elle peut recommander la cessation de l'acte reproché, l'accomplissement d'un acte ou le paiement d'une indemnité, dans un délai qu'elle fixe.

It may recommend the cessation of the act complained of, the performance of an act, or the payment of an indemnity, within the delay it fixes.

81. Lorsque la recommandation prévue par l'article 80 n'a pas été, à la satisfaction de la Commission, suivie dans le délai fixé, la Commission peut, avec le consentement écrit de la victime, s'adresser au tribunal en vue d'obtenir une injonction contre la personne en défaut.

81. When the recommendation provided for in section 80 has not been complied with to the satisfaction of the commission, within the fixed delay, the commission may, with the written consent of the victim, apply to the tribunal to obtain an injunction against the person in default.

Elle peut aussi, avec le même consentement, s'adresser au tribunal pour réclamer, en faveur de la victime, l'indemnité dont elle avait recommandé le paiement.

The commission may also, with such consent, apply to the tribunal to claim, in favour of the victim, the indemnity which it recommended to be paid.

Si la recommandation profite à une personne pour qui une enquête a été demandée sans son consentement en vertu du deuxième alinéa de l'article 68, le tribunal doit, malgré le Code de procédure civile et si les circonstances l'exigent dans l'intérêt de cette personne, accepter d'entendre la demande sans le consentement de celle-ci.

If the recommendation benefits a person for whom an investigation has been requested without his consent by virtue of the second paragraph of section 68, the tribunal shall, despite the Code of Civil Procedure and if the circumstances warrant it in the interest of such person, agree to hear the request without the consent of such person.

82. La victime peut, si elle le préfère, exercer personnellement les recours prévus par l'article 81 et la Commission, dans ce cas, doit lui permettre de prendre connaissance de son dossier.

82. The victim may, if he so prefers, exercise himself the recourses provided for in section 81, and the commission, in such case, must allow him to consult his record.

83. La Commission doit faire rapport au procureur général de tout fait qu'elle estime susceptible de constituer une infraction prévue par l'article 85.

83. The commission must make a report to the Attorney General of any fact it considers susceptible of constituting an offence contemplated in section 85.

84. Aucune action civile ne peut être intentée en raison ou en conséquence de la publication d'un rapport de la Commission en vertu de la présente Charte, ou de la

84. No civil action shall be taken by reason or in consequence of the publication of a report of the commission under this Charter, or the publication in good faith

publication, faite de bonne foi, d'un extrait ou d'un résumé d'un tel rapport.

of an extract from or summary of such a report.

PARTIE III

PART III

LES DISPOSITIONS FINALES

FINAL PROVISIONS

CHAPITRE I

CHAPTER I

INFRACTIONS ET PEINES

OFFENCES AND PENALTIES

85. Commet une infraction:

a) quiconque contrevient aux articles 9 à 18;

b) tout membre de la Commission ou de son personnel ou toute personne désignée suivant l'article 73 qui révèle, sans y être dûment autorisé, toute matière dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions;

c) quiconque tente d'entraver ou entrave la Commission, les membres de son personnel ou la personne désignée suivant l'article 73, dans l'exercice de leurs fonctions, et, en particulier, dans la conduite d'une enquête;

d) quiconque tente d'exercer ou exerce des représailles contre une personne, un groupe de personnes ou un organisme qui a, de bonne foi, fait une demande d'enquête ou qui a rendu témoignage ou autrement pris part à une enquête entreprise par ou pour la Commission;

e) quiconque tente d'exercer ou exerce des représailles contre une personne pour qui une enquête a été demandée sans son consentement en vertu du deuxième alinéa de l'article 68.

86. Si une corporation commet une infraction prévue par l'article 85, tout officier, administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction, que la corporation ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

87. Les poursuites sont prises suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts re-

85. Every person is guilty of an offence:

(a) who contravenes sections 9 to 18;

(b) who, being a member of the commission or of its personnel or a person designated in accordance with section 73, discloses, without being duly authorized to do so, anything that has come to his knowledge in the performance of his duties;

(c) who attempts to obstruct or obstructs the commission, the members of its personnel or the person designated in accordance with section 73, in the performance of their duties and, in particular, in the conduct of an investigation;

(d) who attempts to take or takes reprisals against a person, a group of persons or an organization who or which has, in good faith, requested an investigation or has given evidence or otherwise taken part in an investigation undertaken by or on behalf of the commission;

(e) who attempts to take or takes reprisals against a person for whom an investigation was requested without such person's consent under the second paragraph of section 68.

86. If a corporation commits an offence referred to in section 85, any officer, director, employee or representative of such corporation who prescribed or authorized the committing of the offence, or who consented thereto or acquiesced or participated therein, is deemed to be a party to the offence whether or not the corporation has been prosecuted or found guilty.

87. Proceedings shall be instituted in accordance with the Summary Convictions

fondus, 1964, chapitre 35) et la deuxième partie de ladite loi s'y applique.

Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) and Part II of the said act applies.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES

88. Les deniers requis pour l'application de la présente Charte sont pris, pour les exercices financiers 1975/1976 et 1976/1977, à même le fonds consolidé du revenu et, par la suite, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.

89. La Loi sur la discrimination dans l'emploi (Statuts refondus, 1964, chapitre 142) est abrogée.

90. L'article 8 de la Loi de l'hôtellerie (Statuts refondus, 1964, chapitre 205), modifié par l'article 5 du chapitre 59 des lois de 1969, est abrogé.

91. L'article 46 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (1969, chapitre 51) est abrogé.

92. Les articles 1664*i* et 1664*s* du Code civil, édictés par l'article 1 du chapitre 74 des lois de 1973, sont abrogés.

93. L'article 1664*t* dudit Code, édicté par l'article 1 du chapitre 74 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

« **1664*t*.** Quiconque contrevient aux dispositions des articles 1664*l* ou 1664*n* à 1664*r* commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$500 pour chaque infraction. »

94. L'article 308 du Code de procédure civile est remplacé par le suivant:

« **308.** De même, ne peut être contraint de divulguer ce qui lui a été révélé dans l'exercice de ses fonctions le fonctionnaire de l'Etat, si le juge est d'avis, pour les rai-

CHAPTER II

MISCELLANEOUS

88. The moneys required for the application of this act shall be taken for the fiscal years 1975/1976 and 1976/1977 out of the consolidated revenue fund, and subsequently, out of the moneys appropriated annually for such purpose by the Legislature.

89. The Employment Discrimination Act (Revised Statutes, 1964, chapter 142) is repealed.

90. Section 8 of the Hotels Act (Revised Statutes, 1964, chapter 205), amended by section 5 of chapter 59 of the statutes of 1969, is repealed.

91. Section 46 of the Manpower Vocational Training and Qualification Act (1969, chapter 51) is repealed.

92. Articles 1664*i* and 1664*s* of the Civil Code, enacted by section 1 of chapter 74 of the statutes of 1973, are repealed.

93. Article 1664*t* of the said Code, enacted by section 1 of chapter 74 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

“ **1664*t*.** Whoever contravenes articles 1664*l* or 1664*n* to 1664*r* is guilty of an offence and is liable, in addition to the costs, to a fine of not more than \$500 for each offence.”

94. Article 308 of the Code of Civil Procedure is replaced by the following:

“ **308.** Similarly, government officials cannot be obliged to divulge what has been revealed to them in the exercise of their functions provided that the judge is of the

sons exposées dans la déclaration assermentée du ministre ou du sous-ministre de qui relève le témoin, que la divulgation serait contraire à l'ordre public. »

95. L'article 12 de la présente Charte ne s'applique pas à l'assurance-vie, à un régime de retraite, à un régime de rentes ou à tout autre régime d'avantages sociaux.

96. Malgré l'article 56, dès que trois membres, dont le président, sont entrés en fonction, la Commission est réputée valablement constituée.

Le présent article cesse d'avoir effet le 1^{er} janvier 1976.

97. Le ministre de la justice est chargé de l'application de la présente Charte.

98. La présente Charte entre en vigueur le jour de sa sanction, sauf les articles 1 à 54, 64 à 87 et 89 à 95 qui entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par toute proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

ANNEXE A

SERMENT OU AFFIRMATION D'OFFICE

(*article 59*)

« Je, A.B., jure (*ou affirme solennellement*) que je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité constituée et que je remplirai les devoirs de ma charge de ^{avec honnêteté et} justice, et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. (*Dans le cas d'une prestation de serment, ajouter: « Ainsi Dieu me soit en aide. »*). »

opinion, for reasons set out in the affidavit of the Minister or deputy-minister to whom the witness is answerable, that the disclosure would be contrary to public order."

95. Section 12 of this Charter does not apply to life insurance, retirement plans, pension plans or any other plan or scheme of social benefits.

96. Notwithstanding section 56, upon the entry into office of three members, one of whom is the president, the commission is deemed validly constituted.

This section ceases to have effect 1 January 1976.

97. The Minister of Justice has charge of the application of this Charter.

98. This Charter shall come into force on the day of its sanction, except sections 1 to 54, 64 to 87 and 89 to 95 which shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, except the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date that may be fixed by any proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

SCHEDULE A

OATH OR DECLARATION OF OFFICE

(*Section 59*)

"I, A.B., do swear (*or solemnly declare*) that I will be faithful and bear true allegiance to constituted authority and will fulfill the duties of my office of ^{honestly and justly,} and that I will not receive any sum of money or consideration for what I have done or may do in the discharge of the duties of my office, to procure the purchase or exchange of anything whatsoever by or with the Government, other than my salary or what may be allowed me by law or by an order of the Lieutenant-Governor in Council. (*In the case of an oath, add: "So help me God."*)"

ANNEXE B

SERMENT OU AFFIRMATION DE
DISCRÉTION*(article 59)*

« Je, A.B., jure (*ou* affirme solennellement) de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. (*Dans le cas d'une prestation de serment, ajouter: « Ainsi Dieu me soit en aide. »*). »

SCHEDULE B

OATH OR DECLARATION OF SECRECY

(Section 59)

"I, A.B., further swear (*or* solemnly declare) that I will not reveal or disclose, unless duly authorized, anything that may come to my knowledge in the discharge of my duties. (*In the case of an oath, add: "So help me God."*)"